

Congrès de l'Association française de sociologie 14-17 avril 2009

RT 40 Sociologie des institutions

Mercredi 15 avril 2009 17h-19h

**Muriel Epstein
Maryse Esterle Hedibel**

Etude comparative de la violence dans un lycée entre 2005/2006 et 2008/2009.

Régulation et usage institutionnels de la violence : quelles légitimités ?

Introduction

Le terrain que nous proposons de présenter lors de cette communication est un lycée parisien – partie prenante d'une cité scolaire - qui a été étudié sur deux périodes différentes : en 2005-06 d'une part (M. Epstein) et en 2008-2009 (M. Esterle Hedibel) d'autre part, dans deux cadres différents.

L'étude de 2005-2006 s'intègre à une thèse sur les parcours scolaires et la déviance. Dans le lycée présenté, la doctorante a rencontré une soixantaine d'élèves en entretiens de groupe ou en entretiens individuels (et suivi une dizaine d'entre eux en entretiens individuels réguliers pendant deux ans). Elle a également rencontré l'ensemble des surveillants, quelques enseignants, quelques personnels ATOS (Administratifs, Techniques, Ouvriers et de Service, les CPE et le proviseur.

L'étude de 2008-2009 s'intègre à une recherche-action sur l'absentéisme d'une équipe de recherche du CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales) en partenariat avec l'Académie de Paris¹. Les chercheurs ont rencontré l'équipe de direction, de vie scolaire et socio-éducative de l'établissement et animé des entretiens collectifs avec des élèves et des enseignants.

Entre ces deux périodes, l'établissement s'est très largement renouvelé : le changement est complet pour les lycéens et les surveillants, et important pour l'équipe enseignante. Le proviseur n'est plus le même et l'un des deux CPE a pris sa retraite, remplacé par une CPE du collège. Pour autant, sociologiquement, la population lycéenne est restée très stable, les filières d'enseignement sont restées les mêmes (avec notamment une filière STT- Sciences et techniques du tertiaire - souffrant d'un problème d'image) et les résultats au baccalauréat sont toujours globalement faibles.

Le lycée accueille une population scolaire issue de toute la ville de Paris, qui se caractérise encore par un niveau scolaire relativement faible (nombre élevé d'élèves redoublants et en retard) et des catégories socioprofessionnelles plutôt défavorisées. 40 % des élèves de Terminale ont plus de deux ans de retard, 34 % sont doublants, ainsi que 30 %

¹ Esterle Hedibel, 2007-2009 (dir) Recherche action autour de la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire et pour le renforcement de l'assiduité des élèves, Académie de Paris

des élèves de 2^e. 65 % des élèves sont issus de milieux défavorisés², 20 % sont étrangers, (donnée à corrélérer avec la précédente). Le plus grand nombre de places disponibles en Terminale explique l'arrivée après la classe de seconde d'élèves en difficultés scolaires (issus d'autres établissements publics ou du secteur privé) et a contribué objectivement à construire la réputation du lycée, qui pour beaucoup de familles est encore plus un lieu « subi » qu'un lieu recherché ou souhaité.

I. La violence des jeunes et sa perception de 2005 à 2008

a) Contexte, climat et faits en 2005/2006

a.1 Les émeutes, le CPE (Contrat Première Embauche)

Fin octobre 2005, commence la période dite « des émeutes », qui fait peu de bruit³ dans cet établissement du Sud de Paris. L'établissement que nous étudions est positionné au milieu de cités mais fait partie des zones qui restent en dehors de cette action. Ainsi, nous n'en retrouvons aucune trace dans notre journal de bord ou dans les discours des surveillants, des élèves ou des enseignants, et le fonctionnement de l'établissement n'est pas impacté par ces émeutes.

A cette période de l'année, tous sont préoccupés par la violence interne à l'établissement, par l'existence d'une bande de jeunes constituée de six garçons dans la même classe d'une part (Terminale STT) et par des tensions plus générales entre les élèves et l'administration d'autre part. En particulier, un conseil de discipline qui se tiendra à cette période, en présence de l'avocate d'un élève en très grande difficulté sociale et judiciaire, donnera dans l'établissement la sensation d'avoir vécu un « conseil de discipline-procès » où le « prévenu-élève » (Fabrice⁴) a été condamné par des « profs-juges » sous l'œil surpris et choqué de « délégués-témoins à charge ».

Le conseil de discipline a été un événement que l'ensemble des acteurs scolaires ont très mal vécu, notamment suite à la plaidoirie de l'avocate qui a éloigné chacun de son rôle tel qu'il l'imaginait et a cristallisé les relations hiérarchiques.

Contrairement aux émeutes, au moment du CPE, le lycée sera complètement bloqué...

Pour le lycée, la mobilisation est très rapide⁵, je n'ai d'ailleurs pas pu faire d'entretiens entre janvier et mai 2006.

Marquant politiquement des ambivalences fortes, le CPE génère une double dynamique dans l'établissement, créant des tensions entre des jeunes du lycée sur un plan politique, tout en étant fédérateur, les blocages faisant l'unanimité.

D'une part, les jeunes qui réussissent le mieux sur un plan scolaire sont considérés comme politisés, et éventuellement assimilés à des jeunes déconnectés de la réalité, d'autre

² Nous reprenons ici les catégorisations de l'Education Nationale : la catégorie « défavorisé » comprend les ouvriers qualifiés, les ouvriers non qualifiés, les retraités employés et ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé, les personnes sans activité professionnelle.

³ Le Centre d'Analyse Stratégique CAS explique que les émeutes n'ont pas du tout été homogènes sur tout le territoire. Kokoreff Michel, Barron Pierre, Steinauer Odile, 2006, Enquêtes sur les violences urbaines. Comprendre les émeutes de novembre 2005, p. 73, CAS, doc n° 4, partie 2 pp 71-140.

⁴ Les noms sont tous modifiés.

⁵ Collectif4bis, 2007, Le CPE est mort... Pas la précarité ! Retour sur le printemps étudiant 2006 Paris Ed Syllepse. introduit ainsi son ouvrage « La création du CPE (contrat qui pendant 2 ans autorise un licenciement immédiat sans indemnité) est annoncée par De Villepin en janvier 2006 et publié au journal officiel le 2 avril 2006 après usage de l'article 49-3 (et une première manifestation le 7 février, veille du jour de la validation par l'assemblée nationale). Dès le départ, les lycéens sont très présents dans le mouvement ».

part le CPE donne l'occasion d'une grande cohésion à l'établissement, procure un peu de souplesse aux élèves dans l'organisation, et surtout donne lieu à beaucoup d'espoir à la fois politiquement et sur un plan scolaire

De fait plusieurs élèves de l'établissement considéreront qu'ils ont eu leur bac grâce au CPE.

a.2 Racket, dégradation des locaux – portes et fenêtres cassées-, trafic de drogues à l'intérieur et aux abords, etc.

Factuellement, si les CPE (conseillers principaux d'éducation) se soucient réellement de réparer systématiquement et très vite les dégradations ou d'effacer les tags (qui mobilisent et découragent l'équipe ATOS et les surveillants), ces incidents sont très fréquents. Une partie des violences est liée à des tensions entre élèves (bandes rivales, ethnicisation des relations, proximité des cités, etc.) que nous évoquerons dans ce paragraphe et une partie est liée à la perception de la violence institutionnelle et notamment d'être dans un « lycée poubelle », qui sera évoquée en deuxième partie de cette communication. Le racket est plutôt silencieux dans l'établissement et les incidents qui ont lieu en salle de classe ou dans certains lieux de l'établissement sont loin de tous remonter aux oreilles de l'administration, ainsi que je le constaterai lors d'entretiens. Par exemple, un élève, Akim, a pu demander 90 euros de pressing à un autre élève pour un bout de gâteau envoyé sur un blouson de cuir, avec le soutien de l'administration, qui trouve très juste cet « accord à l'amiable ».

Un couloir est réservé à la consommation de shit et des tables dans la cour sont même spécifiquement utilisées à cet effet. Tous les élèves sont au courant, les surveillants savent que les élèves fument mais sans savoir où et les enseignants disent que leurs élèves sont souvent drogués sans nécessairement se douter que cela se produit au sein de l'établissement. D'une manière générale, comme le dit Carole (entretien du 8 décembre), agent de service, les dégradations de mobilier dans l'établissement sont très localisées, leur fréquence augmente en période de tensions intergroupes (comme c'est le cas à cette période qui est consécutive au « procès » évoqué) et elles sont très localisées géographiquement à l'intérieur même de l'établissement.

Thierry témoigne de la variété des violences commises par les élèves dans l'établissement : entre les vols de téléphone portable, les dégradations d'un grillage entourant le terrain de football trois jours après son installation, les bagarres entre élèves ou entre professeurs et élèves, le jet d'un œuf sur un enseignant... Ainsi que le déplacement des règlements de compte avec d'autres jeunes de la cité (extrait 1).

Pas de pot, ce mec là si tu veux, **il avait volé le portable d'un de mes potes**, y'avait des potes à moi, qui avaient été le menacer dont certains qui habitent... bon tu vois **comment c'est foutu le lycée ici ? Autour, c'est quand même assez chaud**... Ben j'ai un pote dans ma classe qu'habitait là et lui, il **connaît tout le monde de la cité** et il lui a dit « si tu ramènes pas le portable lundi, t'es un homme mort quoi » et il lui a ramené le portable et 30 euros pour racheter la carte Sim donc y'a pas eu de problème.

Extrait 1 : Entretien collectif, place d'Italie, Thierry 20 ans Tale S le 27 juin 2006

Comme l'explique Thierry, la localisation de l'établissement n'est pas anodine et les interactions entre les violences internes à l'établissement et celles des cités environnantes non nulles.

a.3 Existence d'une bande identifiée comme telle

Une bande d'environ quinze jeunes avec un noyau dur de six élèves, en classe en terminale STT, comprenant notamment Akim et Fabrice, a une réputation particulièrement sulfureuse dans l'établissement. Ils sont notamment sortis à six « pour aller aux toilettes » face une jeune enseignante et ont cassé la porte d'une salle de classe. C'est également probablement par un membre de cette bande qu'a été lancé l'œuf sur un professeur de mathématiques. Aux yeux des enseignants et des élèves de l'établissement, Fabrice est considéré comme un chef de bande.

Si les membres de la bande disent que « le vrai chef, c'est Akim », plusieurs personnes tant de la classe que parmi les administratifs pensent que Fabrice⁶ est un bouc émissaire qui, par gentillesse et pour se rendre important, endosse le fruit des déviances collectives.

Fabrice sera donc exclu de l'établissement. Après quoi, il est possible que la « bande » se soit moins exposée... La lutte contre le CPE ayant pris la relève, l'établissement a été longuement bloqué et très médiatisé. En mai, il semble que beaucoup d'élèves ne reprenaient que peu ou pas les cours, et en particulier, je n'ai plus eu d'informations sur la bande. « On est comme le linge, on sèche quand il fait beau » me diront les élèves.

b) Contexte, climat et faits en 2008-09

Au cours de la recherche action concernant la prévention de l'absentéisme, l'ensemble des acteurs rencontrés soulignent que la tension qui régnait dans le lycée et à ses abords il y a encore quelques années s'est largement apaisée. Cela est très net pour ceux qui étaient présents lors de la première enquête. Les souvenirs qu'ils en gardent confirment les analyses précédentes concernant une bande pratiquant des actes de délinquance et de violence dans l'établissement. Aux abords de celui-ci avaient lieu des trafics de « drogues » relativement intenses et des élèves avaient été agressés et blessés sur le chemin du lycée, sur le mode « *t'es pas chez toi ici !* », aux dires du proviseur. Les responsables de l'établissement, logés sur place, se sentaient insécurisés lors de leurs sorties en soirée.

⁶ Fabrice est un personnage un peu complexe de l'établissement, avec qui j'ai pu avoir plusieurs entretiens individuels. Du haut de ses 17 ans, il est finalement l'un des plus jeunes de sa classe, si ce n'est le plus jeune. Il s'exprime remarquablement bien, a une excellente élocution et beaucoup de vocabulaire, il aime la littérature, et ressemble à un personnage de roman de Dickens. Battu par un père alcoolique qui les a abandonnés depuis, il vit avec sa mère (critique littéraire atteinte d'un cancer) et sa jeune sœur (qui a également des problèmes de santé liés à un problème d'obésité). Pour ce qui est de son père, je n'ai pas pu faire de vérification, les autres informations ont été vérifiées par l'ensemble de l'administration et ont fait partie de son dossier de défense. Contrairement aux autres jeunes de sa bande, il n'est pas physiquement impressionnant (il est plutôt petit et mince) et se dit d'origine maghrébine comme l'ensemble des membres de cette bande ce que je n'ai pas pu vérifier. Il est possible que, comme l'écrit Benjamin Moignard dans « *L'école et la rue, Fabriques de délinquance* », PUF, 2007, certains jeunes, dont Fabrice, dont rien dans le prénom ou le nom de famille ne laisse penser que cette origine est réelle aient tenté de me faire croire à des origines maghrébines. Il a les yeux bleus, et est typé « français ». Son positionnement est une forme de « rattrapage » à tout niveau : il justifie une partie de ses délits par l'envie de faire mal à son père (il a des mots très violents à son égard et ce n'est pas un hasard s'il cambriolera une gendarmerie en révolte contre l'ordre et l'institution) et de protéger sa mère (et notamment de lui offrir des équipements dont il pense qu'elle aurait besoin). Il a également, faute de père et de grand frère, avec une jeune sœur victime de quolibets permanents sur son surpoids, besoin d'affirmer son identité dans la cité. comme l'expliquait P. Duret dans *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, PUF 1996. Enfin, son aisance verbale, sa « gueule d'ange » (ainsi qu'il s'auto-définit) et son histoire lui permettent tout à la fois d'endosser les délits collectifs, de les justifier, de se trouver des circonstances atténuantes et de jouer un rôle dans la bande en dehors d'un capital agonistique qu'il n'a pas. (Je reprends l'expression « capital agonistique » de Thomas Sauvadet et de Gérard Mauger, utilisée pour désigner l'importance de la « virilité bagarreuse » en milieu populaire.)

Il y avait concordance entre les violences à l'intérieur et les trafics divers à l'extérieur, même s'il n'y avait pas de lien réel. La mauvaise réputation du lycée était alors double : violences et très faibles résultats scolaires la composaient. Par ailleurs, la pyramide inversée du nombre d'élèves entre les classes de 2^e et celles de Terminale conduisait à recevoir des élèves refusés ou exclus d'établissements plus prestigieux, en 1^{ère} et Terminale, ce qui est toujours le cas aujourd'hui.

Ces deux facteurs combinés amenaient à un découragement général, tant des adultes des diverses catégories de l'établissement que des élèves.

Aujourd'hui le premier élément de cette « mauvaise réputation » a disparu, et les élèves rencontrés mentionnent une ambiance calme, « *plutôt bonne* », les problèmes entre élèves se régulant sans difficultés majeures. Ils n'ont guère idée de l'ambiance qui régnait auparavant dans et aux abords de l'établissement (la plupart des élèves rencontrés étant représentatifs de ces élèves de faible niveau arrivés au lycée en 2^e, 1^{ère} ou Terminale et ayant peu d'ancienneté dans le lycée). Depuis le début de l'année 2008-09, aucune bagarre entre élèves n'a été observée par l'équipe de direction, alors qu'elles étaient courantes il y a encore 4 ans, « *quelquefois au couteau* ».

II. La violence institutionnelle et sa perception de 2005 à 2008

a. En 2005/2006

a.1 La violence vue par les élèves

La violence subie par les élèves était alors largement liée à la perception d'un « lycée poubelle », avec le sentiment (fondé d'un point de vue structurel) d'être là faute d'autre affectation, ce qui générerait un ressentiment très fort contre l'institution.

En juin 2006 un élève de terminale STT m'a dit « si tu mets l'établissement poubelle de Paris, tout le monde saura que c'est nous et ton étude ne sera pas anonyme ». Je pensais qu'il exagérait. Pourtant, trois mois plus tard, je lirai sur Rue89 qu'un parent s'est plaint au rectorat parce que son enfant avait été affecté dans cet établissement.

L'établissement est perçu comme « poubelle » à deux titres, d'une part parce qu'il accueille des élèves qui ne l'ont pas choisi qui se retrouvent là faute d'affectation ailleurs et d'autre part au sens propre parce qu'il est sale, en préfabriqué, sans infrastructures, à l'architecture austère (extrait 2), loin de lycées dans des immeubles haussmanniens fréquents à Paris ou même de quelques lycées à l'architecture moderne (l'un d'eux est à quelques centaines de mètres).

Comme l'explique Pierre, enseignant en terminale STT, la classe est sale, le quartier est sale et, contrairement à d'autres établissements où il a pu enseigner, les effectifs sont relativement peu nombreux mais les changements de salles sont trop fréquents pour amener les élèves à se sentir responsables de « leur » classe. Les élèves n'adoptent pas ou peu le lycée comme étant « le leur ».

La première image que j'ai eue du lycée elle était balèze. J'ai dû venir m'inscrire. Je suis arrivé dans le couloir de l'administration et **y'a des grillages partout** sur les vitres et j'avance dans cet espèce de long couloir super sombre avec des grillages partout et je regarde, y'a des petits écriteaux, et y'en a un, y'a écrit « **parloir** ». Je suis arrivé, j'ai fait « je suis où ? » **je suis en taule ? (...)**. Donc, je suis arrivé là, le quartier autour (...) j'étais pas bien, je me dis « **je vais avoir des problèmes l'année prochaine au lycée** ». La rentrée s'est passée nickel (...) Et là bon, super bien passé, , **on s'est super bien intégré**. Je voulais mon bac, je

suis arrivé ici pour avoir mon bac et voilà, pas pour faire deux ans quoi.

Extrait 2 : garçon, 19 ans, Tale S 24 novembre 2005

Pour autant, si le lycée est peu engageant au premier abord, et que son architecture participe à sa mauvaise réputation, les élèves que j'ai rencontrés s'y sentent souvent bien et ne se plaignent pas, passé les premières semaines, de l'ambiance.

La diversité ethnique/culturelle dans l'établissement est très forte et très marquée sur des critères tant vestimentaires que musicaux, ethnique ou religieux (« wesh⁷, hippie, arabes, chinois, métalleux, africains, etc... » me diront séparément trois élèves) et, s'il y a parfois des tensions entre communautés, inversement, les entrants sont sûrs de trouver d'autres membres de leur « communauté » dans l'établissement.

a.2 Une violence administrative

Les enseignants rencontrés, essentiellement des vacataires ou des stagiaires, en situation précaire, vivent cette violence de façon similaire et affirment n'avoir aucun soutien institutionnel pour prendre de l'autorité sur les élèves. Les élèves sont partagés sur l'équipe enseignante : certains reconnaissent dans l'ensemble un investissement assez fort de l'équipe éducative, tout en le trouvant globalement inefficace, d'autres le trouvent juste infantilisant.

Parmi les enseignants rencontrés, Pierre, professeur principal de la classe de terminale STT n'est pas titulaire du poste et dit en juillet 2006 : « *Je ne reverrai pas une bonne partie de ces gamins* ». Plusieurs stagiaires d'IUFM sont également affectés dans cet établissement. Un enseignant d'économie contractuel m'explique être là pour un an, sans compter la dépression du professeur de mathématiques ou les arrêts d'autres enseignants qui feront dire à Samuel en entretien : « *Les profs sont toujours alcooliques ou déprimés ou les deux* ». Finalement je n'ai rencontré qu'une enseignante qui était dans l'établissement de façon pérenne.

Cette dernière, rencontrée alors qu'elle venait faire des notifications aux familles dans le bureau des surveillants parce que des élèves n'avaient pas leur matériel, m'explique que les élèves parlent de leurs problèmes personnels en fin d'année, lors des oraux blancs (et « plutôt les filles que les garçons »). En revanche, elle témoigne de ce qu'elle appelle un « effet de meute » lorsque les élèves sont tous ensemble, agissent en bande et se démotivent mutuellement.

D'une manière générale, les surveillants comme les enseignants se disent souvent désavoués par la hiérarchie administrative (CPE ou proviseurs), dans un sens (pas de suivi dans les demandes de sanction disciplinaire) ou dans l'autre (exagération de la prise en charge disciplinaire).

Ainsi, lors d'un entretien le 2 décembre 2005, une jeune surveillante (21 ans, en première année d'IUFM pour être professeure des écoles), se sentant très proche des élèves, n'adhère pas aux consignes de surveillance qui visent à fermer tous les espaces de liberté des lycéens (salle de permanence, terrain de football) sans pouvoir discuter avec eux. Elle considère qu'il faudrait prendre le temps de discuter avec eux, de cesser de s'acharner car « ce ne sont pas des délinquants, ils sont gentils... juste un peu turbulents ».

La guerre entre l'administration et les élèves s'intensifie au fur et à mesure du déroulement du premier trimestre. Les surveillants sont, eux, pris par des mesures contradictoires (envoyer les lettres aux parents pour les absences et "ne pas négliger la circulation dans les couloirs au profit de l'administratif") et se plaignent du fait qu'ils sont très peu nombreux.

Le 2 juillet 2006, Pierre, professeur en STT confirmera cette cacophonie administrative :

⁷ Personnes « cool », qui fument beaucoup, sont habillées en jogging large avec des accessoires fluorescents et disent souvent « ouaiche » d'après quelques informateurs.

« on a des élèves en grande difficulté sociale et l'équipe administrative est très démobilisée, entre le proviseur qui doit partir et les CPE qui sont organisés par niveau et qui ne se passent pas les dossiers quand un élève change de classe »

Au confluent de la cacophonie administrative et du sentiment parfois présent pour les élèves de ne pas être pris en charge, le mode de surveillance avec, en particulier, la gestion des absences qui peuvent être justifiées par les élèves eux-mêmes, est à l'origine d'un sentiment d'abandon. Théoriquement cette mesure ne concerne que les élèves majeurs mais dans les faits tous les élèves du lycée y ont accès.

Une lycéenne de classe de première, 16 ans, (entretien du 1^{er} décembre 2005), trouve que le fait de pouvoir se justifier tout seul fait que les surveillants et les enseignants ne se soucient pas de ses problèmes personnels (psychologiques, familiaux, dépressions). D'une manière générale, les élèves de terminale STT considèrent que l'ambiance est décourageante, qu'ils sont peu pris en charge « par rapport au privé », qu'« on peut sécher puisqu'on justifie son absence seul » que ce soit pour réviser ou parce que les cours sont inintéressants.

Pour autant, ils reconnaissent avoir des enseignants motivés et impliqués (sauf celui de mathématiques unanimement non supporté), ce qui ne veut pas dire qu'ils trouvent que leurs apprentissages ont du sens. Yasmine dira de Pierre (par téléphone en fin d'année après son échec au bac) « au début, j'aimais bien ce prof parce qu'il était autoritaire et qu'au moins ça parlait pas pendant son cours, et on sentait qu'il s'impliquait mais finalement il ne s'est pas bien adapté à nous et quand j'ai eu des difficultés personnelles, il continuait à être exigeant ».

Pour Pierre, qui tente de valoriser ses élèves et alterne avec succès « menaces, répression et compliments », la difficulté vient de ce que les élèves ont intériorisé de longue date (depuis le collège d'après lui) une image très négative d'eux-mêmes, et qu'ils sont « habitués à ce qu'on leur dise qu'ils sont nuls ». La situation serait alors cristallisée, gravée et aggravée par leur affectation dans « la classe poubelle du lycée poubelle », à savoir la filière STT. Par ailleurs, pour Pierre comme pour d'autres enseignants rencontrés, il est nécessaire d'avoir le même niveau d'exigence avec tous les élèves, quelles que soient leurs difficultés personnelles. Cette motivation des enseignants n'est pas toujours bien perçue, comme on l'a vu avec Yasmine.

Puis la relation avec les profs... Y'en a **ils nous prennent tous pour des demeurés**, c'est impressionnant (...) On est 17, dont au moins 13 redoublants, c'est à dire **qu'on a tous plus de 18 ans** et y'en a un qui va faire 21 ans cette année et **il nous fait ranger 2 par 2** dans le couloir quoi ! (...) ils ont toujours une **espèce de relation bizarre, je suis ton professeur, vous êtes une merde, t'es un petit con** et voilà. **Y'a beaucoup de profs comme ça ici. Y'en a quelques uns ici avec qui on peut parler bien.**

Extrait 3 : garçon, 19 ans, le 24 novembre 2005, élève en Tale S.

Pour cet élève en filière scientifique, le discours est très différent ; il est « *plus surveillé ici que dans [son] ancien établissement* » et les relations avec les surveillants et les enseignants sont inadaptées à l'âge moyen des élèves de l'établissement (cf extrait 3). Il considère qu'il est complètement infantilisé.

b. En 2008/2009

Un climat oscillant entre découragement et initiatives visant à modifier à l'interne et à l'externe les performances et l'image de l'établissement, qui était perceptible en 2008, a succédé au climat de violence antérieur.

Plusieurs éléments permettent de poser des hypothèses quant à la disparition des phénomènes de violence dans et hors de l'établissement.

Pour donner un cadre d'analyse à l'évolution de la situation à la cité scolaire du point de vue des phénomènes de violence, nous avons utilisé les distinctions entre plusieurs

paradigmes éducatifs opérées par Bertrand et Valois⁸. Ces paradigmes déterminent des priorités et des normes de comportements en milieu scolaire. D'après ces chercheurs québécois, le système scolaire oscille entre l'adaptation aux règles de la libre entreprise (paradigme industriel) et le développement personnel de l'élève sur tous les plans – connaissances, affectivité, créativité – (paradigme existentiel).

Les établissements scolaires qui privilégient le rappel des règles, les sanctions négatives, la coercition se situeraient plutôt sur le paradigme industriel, qui du reste est dominant dans le système scolaire. Son application éducative consiste à insister sur l'adaptation du sujet à la société, la responsabilité individuelle y est prépondérante, les savoirs sont fixés, et les élèves doivent se soumettre à des normes précises pour y accéder.

Suivant le paradigme existentiel, « la responsabilité de la réussite éducative est davantage imputable à la qualité de l'environnement éducatif »⁹. Le rapprochement du paradigme éducatif existentiel peut modifier les pratiques et offrir d'autres voies aux élèves absentéistes ou entrés dans un processus de décrochage. On le retrouve dans la mise en place de dispositifs et de démarches spécifiques et dans la remise en cause des pratiques existantes, tant pédagogiques qu'éducatives. Mais dans le même établissement, on peut observer la coexistence de plusieurs paradigmes, lesquels peuvent du reste varier d'une catégorie professionnelle à l'autre, voire d'une personne à l'autre.

Suivant ce cadre d'analyse, adaptation et inadaptation scolaires ne seraient pas alors liées aux caractéristiques psychoaffectives des élèves, mais plutôt au décalage entre les exigences liées à ces paradigmes et les aspirations, besoins et modes de vie des jeunes. On pourrait même se demander avec certains auteurs si l'école n'est pas elle-même inadaptée à certains publics particuliers¹⁰. « L'inadaptation réciproque » renverrait alors aux interactions entre les acteurs et les populations scolaires.

Ces analyses, qui s'appliquent à la question du décrochage scolaire, nous paraissent valides également quant à la réduction des incidents violents, car elles permettent de comprendre l'impact de pratiques différentes sur l'évolution de la situation au sein de l'établissement.

b.1 L'évolution du quartier

Les trafics de drogues accompagnés de violences aux alentours de la cité scolaire ont disparu depuis deux ans environ, entre autres à la suite d'interventions policières répétées. Les personnels de direction, qui habitent sur place, ne craignent plus de circuler aux alentours du lycée en soirée, comme cela était le cas auparavant. Ils ne signalent aucun incident violent à la sortie du lycée.

La mise en place du tramway qui assure les liaisons sur une partie du boulevard extérieur accélère l'évolution sociologique du quartier en drainant de nouvelles populations : jeunes couples avec enfants de catégories moyennes entre autres.

Malgré la disparition des incidents autour de l'établissement, sa réputation perdue parmi certains parents d'élèves, qui hésitent à inscrire leurs enfants de peur des vols, et les membres de l'équipe de direction insistent auprès d'eux sur la faible dangerosité aux abords de l'établissement.

b.2 L'évolution dans la cité scolaire

⁸ In Janosz Michel, le Blanc Marc, 1996, Pour une vision intégrative des facteurs liés à l'abandon scolaire, *Revue Canadienne de Psychoéducation*, 25, 1, 61-88. 61-88 et 74-78.

⁹ *Ibid.*, 78.

¹⁰ Missaoui, Missaoui et Tarrus 2002, 36.

Plusieurs éléments concourent à expliquer l'apaisement de la situation dans l'établissement :

➤ **Disparition de la bande** : à l'intérieur du lycée ou du collège, il n'existe plus de bande telle qu'elle a pu être observée dans la période précédente et les incidents violents entre élèves sont devenus inexistantes. Au mois de novembre 2008, le proviseur est intervenu dans une classe lors d'un conflit entre un élève de 4^e et le professeur. Il a reçu des coups de pieds et de poings de l'élève, qui venait d'un autre collège dont il avait été exclu. Dans un autre établissement, cette agression aurait pu déclencher un mouvement général des enseignants considérant que la sécurité des personnels n'était plus assurée et exerçant leur droit de retrait¹¹. Ici, cet événement a été considéré par les personnels comme non significatif d'un climat de violence particulier dans l'établissement, et comme étant le fait d'un élève perturbé psychiquement, dont l'arrivée aurait dû être mieux organisée. Aucune manifestation collective n'a été organisée à la suite de cet incident.

➤ **Modification de la composition des équipes** : Le changement de proviseur est intervenu au mois de septembre 2006, amenant progressivement une évolution vers un changement de paradigme. Le proviseur et son adjointe mènent des actions pédagogiques conjointes et ne sont pas en désaccord l'un avec l'autre. Un des conseillers principaux d'éducation du lycée est parti en retraite au mois de juin 2008, remplacé par une CPE du collège. Ce départ a mis un terme à une situation de conflit entre les deux CPE du lycée, et permis un rapprochement CPE-enseignants, par l'action de la nouvelle CPE.

➤ **Réflexion sur les violences** : le proviseur indique clairement dans un document de septembre 2006, que la violence est multifactorielle, et que sa prévention implique « la nécessité de dégager des temps de concertation et d'élaboration pour l'ensemble des personnels, afin d'harmoniser les pratiques, les attitudes, recenser les problématiques, adapter la stratégie en commun, développer des outils adaptés ». Il propose de changer le modèle pédagogique (ce qui est une allusion directe au changement de paradigme) :

- Eviter de mélanger ce qui relève de la pédagogie et du disciplinaire, encourager l'harmonisation des exigences de l'évaluation, éviter l'arbitraire ressenti par l'élève.
- Essayer de valoriser les élèves sur les points forts, il y en a obligatoirement, de sorte qu'ils ne soient pas constamment placés en situation d'échec.
- Travailler davantage sur le projet personnel. Un meilleur suivi des élèves est peut-être nécessaire.
- Continuer la formation des enseignants (stages). Certaines choses peuvent s'apprendre : comment faire taire les élèves ?
- Intensifier encore la formation des délégués.

Extrait du document rédigé par le proviseur, septembre 2006.

Il cite dans ce document Robert Baillion : « On n'inculque pas les comportements et les valeurs en les expliquant et en les prescrivant, mais en les incarnant. Incarner le civisme à l'école passe par une plus grande participation des élèves à la vie de leur établissement, mais plus encore par un changement de climat pédagogique ».

Cette évolution vers le paradigme éducatif existentiel cohabite dans le même document avec une « piste pour les violences qui ne relèvent pas des pratiques pédagogiques » : « Zéro

¹¹ Ce type de réaction collective a pu être observée à deux reprises lors d'observations de terrain, dans des collèges connaissant de nombreux incidents entre élèves et entre élèves et adultes, et marqués par une certaine désorganisation institutionnelle.

indulgence, 100 % respect ». Le « zéro indulgence » consiste à ce qu'« aucun comportement incivil ou délictueux ne doit être accepté ou toléré. Tout acte d'incivilité, de petite délinquance ou de délinquance plus grave doit entraîner une réponse (...) La « tarification » toujours à l'identique et la totale cohésion des adultes sont des éléments primordiaux ». Cette partie du texte renseigne sur l'oscillation entre le paradigme existentiel et le paradigme industriel, contrebalancé en fin de texte par la nécessité que ces « valeurs » (citoyenneté, exigence éthique) « émanent de l'ensemble de la communauté. L'exigence éthique est le fait que chacun doit se sentir appartenir à une équipe. Il faut restaurer une image positive de soi, savoir respecter l'autre et l'écouter ». Ces dernières phrases s'adressent aux adultes de l'établissement.

Les pratiques pédagogiques et éducatives que nous avons pu observer oscillent également entre les deux paradigmes cités. La force des habitudes institutionnelles est très importante et les conflits d'intérêt encore nombreux entre enseignants, vie scolaire et direction ainsi que les réactions de « défense de corps ». Aujourd'hui les tentatives de réguler de manière plus contractuelle les incidents sont vécues par nombre d'enseignants et d'élèves rencontrés comme la marque d'un « laxisme » de la direction, alors que les incidents violents ont disparu de la vie quotidienne du lycée.

➤ **Le recentrage sur les apprentissages**

Depuis l'année 2007-08, des devoirs sur table sont régulièrement organisés pour les élèves de la seconde à la Terminale, le samedi matin, dans les matières principales. Les enseignants des disciplines concernées préparent ensemble les sujets et corrigent les copies d'élèves qui ne sont pas dans leurs classes. Cette initiative, présentée sur le site Internet rénové de la cité scolaire, a été prise et impulsée à l'initiative de l'équipe de direction. Elle va dans le sens d'un travail d'équipe des enseignants entre eux, et rencontre l'adhésion des élèves et de leurs parents. Les élèves régulièrement absents sont massivement présents lors de ces devoirs sur table, et ceux qui y sont absents les font ensuite.

Lors d'un entretien collectif avec des enseignants au mois de mars 2008, l'accent a été mis par plusieurs d'entre eux sur les pratiques pédagogiques : reprise des séquences antérieures par les élèves présents pour les absents, bilan des acquis sur une séquence ou plusieurs... Toutes mesures permettant de renforcer la motivation des élèves.

De fait aujourd'hui le problème principal repéré par l'équipe de direction, qui a motivé son adhésion au principe et au déroulement de la recherche action sur la prévention de l'absentéisme que nous animons, est celui des absences répétées de certains élèves et du toujours faible niveau de recrutement dans l'établissement.

Les enseignants, quant à eux, sont plutôt préoccupés par la question de la motivation des élèves que par celle des absences, qui les soulagent lorsqu'il s'agit d'élèves très en difficultés ou perturbateurs.

L'absentéisme des élèves, qui est l'objet de la recherche action, ne leur apparaît pas comme un problème ; il serait plutôt vécu comme un « phénomène régulateur » :

« Dans une situation tendue, chaque partenaire a plus ou moins intérêt à accepter un absentéisme marginal qui lui permette de fonctionner. Les parents justifient les absences de leurs enfants pour avoir la paix. De même, l'enseignant se satisfait de l'absence du chahuteur qui, pour cette fois, ne va pas perturber le cours. Les réactions à l'absentéisme tiennent parfois du double langage : le discours est intransigeant, mais la pratique est plus tolérante. Cet écart renvoie à la fonction régulatrice de l'absentéisme qui est en même temps la limite à partir de laquelle on peut penser la prévention »¹².

En somme, l'auto-éviction des élèves les plus difficiles à gérer, car cumulant un faible

¹² Toulemonde, 1998, 189.

niveau, un retard par rapport au rythme de travail de la classe et des perturbations quand ils sont présents (les trois éléments étant étroitement liés), offre une « soupape de sécurité » aux enseignants qui considèrent mener leurs cours à bien dans de meilleures conditions sans eux. Mais il ne faudrait pas en déduire pour autant que les absences des élèves, classiquement mieux tolérées par les enseignants que par les équipes de vie scolaire, sont la seule manière de gérer les problèmes de violence. Des éléments structurels que nous avons détaillés sont entrés en ligne de compte et l'attitude des agents scolaires, comme des élèves, est marquée par une certaine ambivalence dont sont témoins les écrits et les propos tenus. Dans l'ensemble, les absences diminuent globalement et le climat scolaire de l'établissement s'est nettement amélioré depuis trois ans.

La disparition des violences de groupe a laissé la place au constat des souffrances adolescentes, voire à des dépressions d'élèves liées à des difficultés familiales ou sociales majeures vécues par certains d'entre eux. Les consommations élevées de cannabis ou d'alcool parmi les élèves sont perçues comme telles. Ces manifestations étaient moins apparentes dans la période précédente.

Le passage d'un paradigme à l'autre, avec des oscillations entre coercition et négociation/recentrage sur les apprentissages, a été rendu possible par la disparition des incidents violents, et cette disparition permet dans le même temps la poursuite de la réflexion des équipes, dans le sens d'une modification progressive du cadre de vie dans la cité scolaire pour ses usagers, personnels scolaires et élèves.

Références bibliographiques

Collectif4bis, 2007, Le CPE est mort... Pas la précarité ! Retour sur le printemps étudiant 2006 Paris Ed Syllepse.

Duret Pascal, 1996, *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, Paris, PUF.

Esterle Hedibel Maryse, 2007, Les élèves transparents, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

JANOSZ Michel, LE BLANC Marc, 1996, Pour une vision intégrative des facteurs liés à l'abandon scolaire, *Revue Canadienne de Psychoéducation*, 25, 1, 61-88

Kokoreff Michel, Barron Pierre, Steinauer Odile, Enquêtes sur les violences urbaines. Comprendre les émeutes de novembre 2005, p. 73, Centre D'analyse Stratégique, doc n° 4, partie 2 pp 71-140.

Mauger Gérard *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin, 2006.

Missaoui H., Missaoui L., Tarrius A., 2002, ICRESS Perpignan, DIASPORAS, Toulouse Le Mirail, Mixités scolaires, mixités familiales et attitudes face à la déscolarisation d'enfants gitans et maghrébins.

Moignard Benjamin, 2007, L'école et la rue, Fabriques de délinquance », PUF.

Sauvadet Thomas, Causes et conséquences de la recherche de "capital guerrier" chez les "jeunes de la cité", *Déviance et société*, vol. 29, n° 2, juin 2005, p. 113-126.

Toulemonde Bernard, 1998, Rapport de l'Inspection Générale de l'Education Nationale, Paris, L'absentéisme des lycéens, Paris, Hachette Education.